



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
10 février 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Une mondialisation centrée sur le développement: Vers une croissance
et un développement équitables et durables**

Réunion spéciale de haut niveau – Mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020: Reclassement et transformation structurelle

Note thématique établie par le secrétariat de la CNUCED

1. En mai 2011, des chefs d'État, des ministres et d'autres hautes personnalités représentant les États Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont réunis à Istanbul pour la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA) afin d'examiner les problèmes de développement spécifiques auxquels ces pays étaient confrontés et de réfléchir aux mesures qui pourraient le mieux favoriser leur développement équitable et durable. À la fin de la Conférence, les États Membres ont exprimé leur engagement collectif en faveur d'un partenariat mondial renouvelé et renforcé pour le développement des PMA et ont adopté le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, également dit Programme d'action d'Istanbul.

2. L'objectif primordial du Programme d'action d'Istanbul est «de surmonter les problèmes structurels qui se posent aux pays les moins avancés afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement définis sur le plan international et de permettre à ces pays de quitter la catégorie des pays les moins avancés». L'idée est que la moitié des PMA répondent aux critères de reclassement d'ici à 2020, grâce à des politiques nationales et à des mesures de soutien international visant spécifiquement: a) à promouvoir dans les PMA une croissance économique soutenue, équitable et sans exclusive d'au moins 7 % par an; b) à renforcer les moyens humains; c) à réduire la vulnérabilité des PMA aux chocs économiques et aux catastrophes naturelles ainsi qu'aux changements climatiques, et à relever leur capacité d'y faire face; d) à accroître les ressources financières et à veiller à leur bon usage; et e) à garantir une bonne gouvernance à tous les niveaux.

3. Un trait frappant du Programme d'action d'Istanbul est qu'il met particulièrement en exergue – pour la première fois – le développement de la base productive des PMA, leur transformation structurelle et l'objectif consistant à permettre à la moitié des PMA de satisfaire aux critères de reclassement d'ici à 2020. Ce sont là des objectifs ambitieux, en particulier l'intention d'accélérer le reclassement des pays les moins avancés. Pour que la

moitié des PMA puissent être reclassés durant la décennie en cours, il faudra intensifier les efforts aux niveaux national et international et faire d'importantes avancées en termes de développement des capacités productives et de changements structurels.

4. Faisant le bilan du Programme d'action de Bruxelles qui l'a précédé, le Programme d'action d'Istanbul souligne que beaucoup d'objectifs importants n'ont pas été pleinement atteints. Il semble y avoir une importante divergence entre les initiatives et les objectifs très ambitieux qui avaient été convenus, d'une part, et l'absence de nouveaux engagements financiers et de programmes de mise en œuvre concertés pour parvenir à ces objectifs, d'autre part. Il faut donc mettre à profit les leçons de cette expérience pour la mise en œuvre de l'actuel Programme d'action et en particulier de son ambitieux objectif consistant à faire en sorte que la moitié des PMA soient reclassés d'ici à la prochaine Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en 2021. Au cours des quarante dernières années, trois pays seulement – Botswana, Cap-Vert et Maldives – sont sortis de la catégorie des PMA. Compte tenu de ce bilan médiocre, pour parvenir à l'objectif ambitieux de reclassement prévu il faut repenser complètement les modèles de développement et le partenariat pour le développement.

5. La réunion de haut niveau sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul organisée dans le cadre de la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Doha (Qatar) se penchera sur les défis qu'implique le reclassement des PMA et sur les mesures que ces pays et leurs partenaires de développement doivent prendre pour assurer une transition sans heurt en respectant le calendrier prévu. Un certain nombre de questions fondamentales seront plus spécifiquement examinées.

6. Premièrement, les PMA vont-ils continuer à jouer un rôle marginal dans l'économie mondiale? Comme noté dans le Programme d'action d'Istanbul, les avancées substantielles des PMA en termes de croissance économique et de commerce international dans les années 2000 n'ont pas permis à ces pays de rattraper durablement le reste du monde. Alors que les PMA représentent une importante part de la population mondiale – 12 % en 2009 –, leur contribution à la production mondiale reste inférieure à 0,9 % et donc bien moindre qu'au milieu des années 1970. En d'autres termes, un huitième de la population mondiale produit moins d'un centième du produit intérieur brut (PIB) mondial total. La part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises, qui tournait autour de 0,6 % dans les années 1980 et 1990, atteint désormais 1 % environ, la progression étant imputable pour moitié à l'augmentation des exportations de combustibles.

7. En dépit de leurs efforts concertés pour attirer les investissements étrangers en libéralisant leurs politiques d'investissement et en offrant des incitations très généreuses, les PMA en tant que groupe ne reçoivent que 2 % du total des apports d'investissement étranger direct (IED) dans le monde. Selon d'autres constatations, les PMA continuent globalement à jouer un rôle très marginal dans l'économie mondiale, et leur intégration accrue dans le marché mondial ne s'accompagne que d'améliorations très limitées de leur position relative en comparaison avec les autres pays en développement. Il importe donc de bien comprendre ce que cette tendance signifie pour la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, et en particulier pour l'objectif fixé pour 2020 en matière de reclassement.

8. Dans le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*, la CNUCED proposait une nouvelle architecture internationale du développement, et faisait valoir que face à la marginalisation persistante des PMA il fallait s'interroger sur les mesures de soutien international prévues en leur faveur, afin de concevoir des formes nouvelles de soutien pour assurer un environnement extérieur plus propice au développement accéléré de ces pays. Était-il possible pour la moitié des PMA d'atteindre l'objectif de reclassement fixé pour 2020 sans une nouvelle architecture internationale du développement?

9. Deuxièmement, et en relation avec le point précédent, est-il réaliste d'espérer que la moitié des PMA répondent aux critères de reclassement d'ici à 2020 compte tenu de la situation actuelle de l'économie mondiale et des perspectives pour les années qui viennent? Pendant la plus grande partie de la dernière décennie, le PIB des pays les moins avancés en tant que groupe a progressé de plus de 7 %, avancée d'autant plus spectaculaire lorsqu'on la compare avec la médiocre performance de ces pays durant les deux décennies qui avaient précédé. Si ces taux de croissance élevés enregistrés récemment se confirment et se maintiennent sur une certaine durée, il n'est pas exclu que certains PMA obtiennent leur reclassement au cours des dix années qui viennent. Mais ce scénario dépend de deux facteurs: l'environnement économique extérieur, avec en particulier une sortie plus ou moins rapide de la crise économique mondiale actuelle, et la qualité de la croissance dans les PMA et ses effets sur l'emploi, la transformation structurelle et l'investissement, public comme privé.

10. Les PMA sont plus tributaires que les autres pays en développement des marchés extérieurs et des sources extérieures de financement et de savoir-faire. Mais l'approfondissement progressif des relations économiques Sud-Sud au cours de la dernière décennie a modifié dans une certaine mesure la nature de l'intégration des PMA dans l'économie mondiale et leur dépendance vis-à-vis des marchés traditionnels. Il les a aussi rendus moins vulnérables aux chocs exogènes. En 2009 par exemple, plus de la moitié des exportations de marchandises des PMA étaient destinées à d'autres pays en développement, alors que la proportion n'était que de 40 % au début de la décennie. Cette réorientation des débouchés à l'exportation des PMA s'est accompagnée d'une évolution de leurs importations de marchandises. Aujourd'hui, largement plus de la moitié des marchandises qu'importent les PMA viennent d'autres pays en développement. Et on observe en outre une augmentation des flux financiers entre les PMA et les autres pays en développement, l'accroissement concernant aussi bien l'IED que les flux financiers publics et les envois de fonds des travailleurs. À l'heure actuelle, l'IED et les envois de fonds reçus par les pays les moins avancés viennent à 40 % d'autres pays en développement. On voit ainsi se profiler depuis la dernière décennie un mode nouveau et important d'intégration des PMA dans l'économie mondiale, qui offre à ces pays des opportunités nouvelles et des possibilités de diversification de leurs marchés extérieurs et de croissance durable.

11. Mais les marchés traditionnels du Nord restent essentiels pour les PMA, et la reprise sur ces marchés aura des incidences aussi bien directes qu'indirectes sur les perspectives de croissance des PMA. On peut craindre en effet que la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul soit rendue plus difficile si le processus de reprise dans les pays avancés prend du temps et pèse sur la croissance des grands pays en développement, en particulier la Chine et d'autres pays d'Asie. L'environnement économique extérieur actuel reste malheureusement marqué par une grande instabilité, surtout s'agissant des cours des produits de base et – facteur extrêmement préoccupant pour beaucoup de PMA – les prix des combustibles et des denrées alimentaires sont élevés. Sur le moyen terme, la tendance laisse aussi entrevoir un fléchissement des apports de capitaux privés et peut-être une diminution de l'aide. Comme depuis une trentaine d'années l'économie des PMA s'est ouverte et spécialisée davantage dans la production et l'exportation de produits de base, elle est dans le même temps devenue plus vulnérable aux retournements soudains de conjoncture quand les conditions extérieures se détériorent. Tous ces éléments – les tendances positives récentes et les opportunités ainsi induites, et le risque d'un ralentissement de la croissance et d'une sortie lente de la triple crise récente – doivent être pris en compte pour formuler les plans en vue de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, et en particulier pour arriver à l'objectif de reclassement prévu d'ici à 2020.

12. La nature et la qualité de la croissance dans les PMA méritent elles aussi toute l'attention. L'expérience de l'actuelle décennie montre qu'une croissance économique forte est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour réduire la pauvreté et atteindre des

objectifs généraux de développement. Dans les PMA, la croissance vient essentiellement de l'extérieur et elle n'a pas eu l'effet de ruissellement voulu pour véritablement réduire la pauvreté. Elle n'a pas non plus conduit à des progrès structurels ou à une transformation de l'économie de ces pays. Les PMA doivent donc relever un défi majeur, à savoir comment transformer la croissance en avancées tangibles pour la formation de revenus, la création d'emplois – dans les zones urbaines comme dans les zones rurales – et le développement des capacités productives, y compris les infrastructures de base.

13. Troisièmement, l'approche traditionnellement suivie pour élaborer les politiques est-elle suffisante pour mettre les PMA sur la voie d'un développement plus dynamique et plus équitable et pour permettre à la moitié d'entre eux d'être reclassés d'ici à 2020? La décennie passée a montré qu'une croissance économique robuste n'était pas suffisante pour atteindre des objectifs généraux de développement. Il ressort des analyses de la CNUCED ainsi que de l'évaluation contenue dans le Programme d'action d'Istanbul que la structure de production des PMA n'a guère évolué, y compris au cours de la période de croissance économique dynamique des années 2000. Les PMA doivent promouvoir la transformation structurelle et renforcer leurs capacités productives pour pouvoir commencer à rattraper le reste du monde et réduire la pauvreté de façon notable.

14. Il est dit dans le *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés* que la reprise dans les PMA après la triple crise est, au mieux, partielle et que la situation mondiale actuelle et ses perspectives à moyen terme ne sont guère prometteuses non plus. Compte tenu de la crise récente de la dette souveraine en Europe, des répercussions durables de la crise financière sur l'accès au crédit et au financement commercial et de la lenteur de la reprise aux États-Unis, avec des effets possibles sur la croissance dans les pays asiatiques, on peut craindre en effet que l'économie mondiale offre aux PMA des conditions extérieures moins propices dans les années 2010 que durant la dernière décennie, marquée par une forte expansion. On s'accorde généralement à penser qu'il y aura dans la présente décennie une grande instabilité et beaucoup de changements. Les perspectives pour l'économie mondiale et pour les PMA sont donc très incertaines. La croissance plus lente et plus instable dans les pays développés risque de peser sur les perspectives de croissance des PMA et d'empêcher ce pays d'atteindre les objectifs fixés dans le Programme d'action d'Istanbul.

15. Il y a toutefois des raisons de penser que si le schéma de croissance récent des grandes économies asiatiques se maintient, les cours des produits de base pourraient rester élevés durant la décennie, facteur évidemment positif pour les PMA et surtout pour ceux qui exportent des produits de base. La question est donc la suivante: comment les PMA peuvent-ils saisir cette nouvelle chance de transformer une prospérité temporaire fondée sur les produits de base en un développement économique durable, équitable et qui crée des emplois productifs? L'incapacité de créer un nombre suffisant d'emplois, même lorsque la croissance économique est forte, est en effet considérée comme l'une des raisons de l'absence de transformation structurelle dans les PMA. Tant que ces pays n'auront pas radicalement transformé la structure de leur économie, il leur sera difficile d'espérer un développement durable et de répondre à l'ensemble des critères de reclassement. Quelle sorte de stratégie de développement les PMA devraient-ils mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs du Programme d'action d'Istanbul?

16. Les questions à débattre seraient notamment les suivantes:

- a) Quels sont les principaux obstacles au reclassement des PMA?
- b) Quels devraient être les éléments essentiels d'une stratégie de transition sans heurt pour les PMA reclassés? Que considère-t-on comme un délai «raisonnable» pour une transition sans heurt?
- c) Comment la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent-elles aider les PMA à atteindre les objectifs et les cibles du Programme d'action d'Istanbul?

- d) Comment optimiser les avantages procurés par la coopération Sud-Sud et les mobiliser au service du développement des PMA et, à terme, de leur reclassement?
 - e) Comment utiliser les produits de base comme un levier pour promouvoir le développement et aider les PMA à satisfaire aux critères de reclassement d'ici à 2020?
-